Transformer la société :

le retour au XIXe siècle n'est pas la solution !

La séquence électorale qui s'est ouverte depuis plusieurs mois maintenant a mis en avant différents projets pour la société de demain. Certains, dans la continuité des politiques ultralibérales des quinquennats précédents ou de stigmatisation d'une partie de la population, sont totalement destructeurs pour le monde du travail. Loin de prendre acte de la situation issue de plus de 2 ans de pandémie, les programmes de certain·es candidat·es à la présidentielle n'en tirent aucune conséquence que ce soit au niveau des services publics, des métiers des « premier·es de corvée », de l'importance de la sécurité sociale, de la crise écologique, de la crise de la mondialisation.

Quel que soit le/la président·e qui sortira des urnes, les travailleurs et travailleuses devront faire entendre leurs voix et se mobiliser massivement pour que la transformation de la société aille vers plus d'émancipation et de progrès social pour toutes et tous.

Pour nos organisations CGT 41, FSU 41, Solidaires 41, il est hors de question de remettre en cause des conquis sociaux qui ont démontré lors des dernières crises qu'ils étaient un rempart pour protéger les populations les plus exposées, mais qu'il fallait au contraire les renforcer.

Nous dénonçons les projets d'accès à l'apprentissage dès la 5e. Il faut promouvoir le droit de toutes et tous à une scolarité jusqu'à 18 ans minimum. Il est inacceptable de vouloir faire travailler des élèves mineur·es en entreprise, tout comme l'est l'idée que les bénéficiaires du RSA consacrent 15 à 20 heures par semaine de leur temps à une activité facilitant l'insertion professionnelle avec un sous-SMIC.

La sécurité sociale (assurance maladie, vieillesse, famille, chômage) qui est le ciment de notre société solidaire, doit être financée par les cotisations sociales salariales et patronales et non bradée aux assurances privées, ni étatisée par le transfert sur l'impôt.

Augmenter les salaires ne peut pas passer par le biais de baisses ou d'exonérations de cotisations sociales, qui font partie intégrante du salaire socialisé : elles ne sont pas des charges pour les patron·nes mais un dû pour les salarié·es.

Dans la Fonction publique, la promesse du dégel du point d'indice ne peut-être la contrepartie à des suppressions de postes massives, comme les compléments de salaires dans la branche associative à but non-lucratif seraient conditionnés aux reculs sur les droits conventionnels. Aujourd'hui comme hier, nous refusons le « *travailler plus pour gagner plus* » ou moins ! L'argent existe, le « *quoi qu'il en coûte* » en faveur des entreprises l'a prouvé. Les salarié·es qui font tourner le pays, notamment dans les métiers du soin et du lien, ne sont pas celles et ceux qui engrangent des milliards de dividendes ! Il est temps d'augmenter significativement les salaires et en premier le SMIC qui est à la main du gouvernement.

Il est aussi temps d'en finir avec la logique de rentabilité des services publics alors que leur vocation première est de satisfaire les besoins de la population. Et pour ce faire, il faut maintenir et renforcer des services publics de proximité, avec des plans massifs de recrutements d'agent·es qualifié·es sous statuts contrairement à ce que met en place la loi de Transformation de la Fonction Publique et toutes les lois connexes.

Il est grand temps de mettre un coup d'arrêt aux délocalisations et fermetures d'entreprises par des grands groupes qui touchent des fonds publics, arrosent leurs actionnaires de milliards de dividendes et licencient en fin de compte sans vergogne. La relocalisation industrielle et des emplois doivent être une priorité, appuyée par des conventions collectives qui protègent les salarié·es et non les actionnaires et les grand·es patron·nes.

Aujourd'hui comme hier nos organisations CGT 41, FSU 41 et Solidaires 41 portent un projet de transformation de la société !

Nos organisations portent un projet de progrès social qui est le seul rempart contre la propagation des idées d'extrême droite, qui sont en opposition aux besoins du monde du travail.

Nous revendiquons notamment :

- ⇒ L'augmentation immédiate de 400 € des salaires, pensions et minima sociaux
- ⇒ Le SMIC à 2000 €
- ⇒ L'égalité des salaires entre les hommes et les femmes
- ⇒ Le dégel du point de la Fonction publique et des conventions collectives et le rattrapage des 18 % de pertes depuis 2000
- ⇒ La création de postes de titulaires dans la Fonction publique et un plan de titularisation pour les personnels précaires
- ⇒ Le renforcement des services publics de proximité et les moyens nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins de la population
- ⇒ Le maintien de l'emploi en Loir et Cher et un plan de réindustrialisation du département
- ⇒ La renationalisation des secteurs stratégiques
- ⇒ Le 100 % sécu basé intégralement sur les cotisations sociales et la prise en charge de la perte d'autonomie dans l'assurance maladie
- ⇒ Le droit à la retraite pour tous et toutes dès 60 ans (et avant pour les travaux pénibles) pour une carrière complète de 37,5 annuités intégrant les périodes d'études et de stage après 18 ans, de première recherche d'emploi et d'inactivité forcée
- ⇒ L'indexation des pensions sur les salaires, pas sur les prix

Nos organisations CGT 41, FSU 41 et Solidaires 41 appellent à porter l'ensemble de ces revendications à l'occasion du 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses et de lutte du mouvement ouvrier.

- ⇒ Romorantin, tractage au rond-point de Super U à partir de 11h
- ⇒ Vendôme, fête populaire de la CGT, Plaine des Rottes de 14h à 18h
- ⇒ **Blois, 10h30, square Victor Hugo (carrefour rue Porte coté – rue Gallois) avec apéro et moment convivial pour exprimer notre solidarité avec les travailleuses et travailleurs du monde entier.**

Blois le 8 avril 2022

IPNS - Ne pas jeter sur la voie publique